

# Le Front Populaire à Marseille d'après un sondage d'opinion

(1935-1936)

---

## II

### Options politiques des autres catégories sociales

Les 38 réponses au questionnaire qu'il nous reste à analyser peuvent se répartir en trois catégories principales : la classe ouvrière (13 ouvriers et 4 navigateurs), la classe moyenne des employés et petits fonctionnaires (8 réponses), la bourgeoisie, enfin, appellation commode pour regrouper professions libérales, cadres supérieurs et commerçants (13 réponses). A vrai dire, la démarcation entre classe moyenne et bourgeoisie, petite ou grande, est, on s'en doute, malaisée à établir. Nous avons tenu compte de quelques critères de différenciation : propriété, domestiques, possession d'une voiture automobile<sup>43</sup>, niveau d'études — le baccalauréat d'avant-guerre et, à plus forte raison, les diplômes supérieurs constituant un élément de promotion sociale beaucoup plus marquant que de nos jours — pour classer telle ou telle réponse sans consulter, *a priori*, l'opinion politique exprimée.

Mais c'est de cette dernière que nous partirons, cependant, dans le dépouillement des réponses, trop peu nombreuses pour servir de base à une étude socio-professionnelle approfondie.

---

43. On comptait environ 1.100.000 voitures en France en 1930.

Sur le plan politique, la répartition est donc la suivante :

Abstentions, vote blanc et non-réponses ..	7
Front Populaire .....	23 <sup>44</sup>
Modérés .....	8
TOTAL .....	38

Cette répartition tripartite est effectuée d'après les résultats du premier tour des élections législatives de 1936.

#### A) *Votes non exprimés.*

Les correspondants qui n'ont pas exprimé de vote précis invoquent des raisons diverses, mais leurs préférences politiques n'en sont pas moins nettement affirmées dans la plupart des cas, et elles sont, en majorité, favorables au Front Populaire.

C'est le cas pour un ouvrier chauffeur habitant le quartier ouvrier de Saint-Mauront, âgé de 21 ans en 1936, aîné de cinq enfants, mais d'origine italienne et n'ayant pas encore effectué son service militaire. Il ne pouvait donc pas voter. Il n'était pas syndiqué mais militait au Parti communiste et lisait *le Petit Provençal*, *Rouge-Midi* et *l'Humanité*. Il participa à la grande réunion contradictoire Billoux-Sabiani de la place Marceau et aux grèves de juin, mais il ne lui est « jamais venu à l'esprit de faire à cette époque la Révolution ».

Trois navigateurs avaient des raisons spéciales pour ne pas voter. Un matelot de la Marine nationale se trouvait en Chine où les événements de France furent accueillis avec « une indifférence complète ». Selon son opinion personnelle, l'esprit Front Populaire était nécessaire « pour se battre socialement contre généraux et patrons qui ne nous comprennent pas ». Le Front Populaire fut un succès, un progrès, une étape nécessaire et le signal d'une révolution qui s'est accomplie entre 1936 et 1950. Les deux autres navigateurs appartenaient à la Marine marchande, l'un capitaine au long cours, l'autre marin, tous deux membres de la C.G.T. (le premier s'estimant « cadre salarié », le second « prolétaire ») et lecteurs en plus, du *Petit Provençal*, de *Candide* et de *Gringoire*<sup>45</sup>.

44. 10 communistes, 12 socialistes, 1 Front Populaire (communiste ou socialiste).

45. « Journaux infâmes, à mon avis, mais je voulais savoir ce qu'ils disaient », ajoute le marin qui lisait, par ailleurs, *Massalia*, outre les deux hebdomadaires parisiens cités.

Tous deux auraient voté à gauche — socialiste précise l'officier de marine — s'ils n'avaient pas été en mer au moment des élections <sup>46</sup>. Leurs réponses et leurs commentaires vont dans le sens du Front Populaire, « sans optimisme exagéré, mais sans pessimisme non plus » conclut le marin; avec le regret d'une occasion manquée pour l'officier qui a pu constater combien « le patronat de combat (à quelques exceptions près) avait montré sa grande frousse et combien il était laid dans sa peur », mais qui déplore que « la prise de conscience de leur puissance dans l'union par les salariés ait été trahie par manque de chefs véritables ».

Deux autres correspondants n'ont pas explicité leur vote : l'un était appariteur à la Faculté des Lettres de Paris, d'origine provençale, âgé de 60 ans en 1936, militant, lecteur de *l'Humanité*, très hostile « à tous les partisans de l'antisémitisme auteurs de la guerre de 1939-1940 et responsables de tous les maux de la France d'aujourd'hui ». (C'est là son seul commentaire dans une réponse très incomplète qui s'achève sur la mention « plutôt favorable » au Front Populaire.)

L'autre, assez âgé également en 1936 (51 ans), est beaucoup plus abondant (trois pages manuscrites annexées au questionnaire), mais a jugé « un peu indiscret » la question relative aux options politiques. Il s'agit d'un inspecteur des P.T.T. marseillais ayant exercé et exerçant encore des responsabilités corporatives. Il attribue à la radio l'influence la plus grande en matière de propagande. Il lisait *le Petit Provençal* et a été sensible à l'importance des problèmes de politique extérieure<sup>47</sup>. Il conclut au caractère à la fois bénéfique et néfaste du Front Populaire en replaçant ce dernier dans une large évolution historique de l'Europe occidentale et en souhaitant « un retour aux valeurs chrétiennes » qu'il associe « à la devise de l'ancienne C.G.T. : bien-être et liberté ».

Enfin, un employé de banque marseillais a voté blanc en 1935 et en 1936. Pourquoi ?

---

46. Ou inscrits à l'étranger, comme c'était le cas du marin, d'origine corse.

47. « Le sentiment français fut en partie étouffé par le sens revendicatif, aveugle sur les dangers extérieurs de l'hitlérisme et du fascisme »... mais les responsabilités de la défaite doivent être partagées « avec la carence et la stupidité du grand Etat-Major, le manque de foi des grands chefs militaires, etc. ».

« La droite n'est pas dans mes idées. Tasso avait fait précédemment un acte inqualifiable à M. Flaissières qui était vénéré <sup>48</sup> et le P.C. votait toujours contre la défense nationale alors que je sentais venir la guerre à grands pas. »

Et plus loin : « Ce qui est à la base de mes bulletins blancs c'est qu'il est impossible d'avoir du civisme quand les dirigeants, quels qu'ils soient, n'en ont pas... » Les commentaires, abondants, sont souvent amers et traduisent la révolte d'une classe moyenne prolétarisée, « d'un prolétariat subissant l'exploitation de l'homme par l'homme » ... « de petits épargnants méthodiquement et régulièrement grugés. » La déflation et la restriction du pouvoir d'achat sont soulignées : « j'ai participé aux grèves avec passion car je me rappelais les larmes de sang versées par ma mère lors de la diminution arbitraire de 10 % d'un salaire déjà famélique. » Il en résulte un dégoût de la politique et des politiciens <sup>49</sup> également valable pour l'époque actuelle en regard de laquelle « les événements de 1936 ont été, pour moi, un rayon de soleil dans une existence de grisaille ». C'est pourquoi le Front Populaire est synonyme, en définitive, de période de « progrès tangible » favorable à une France aujourd'hui qualifiée de « sous-développée ».

Les cas que nous venons d'examiner relèvent davantage de l'attitude individuelle que des comportements collectifs. Si peu nombreux qu'ils soient, ils ont permis cependant d'aborder un certain nombre de thèmes qu'il importe maintenant de rechercher dans l'étude de tendances plus nettement proclamées.

#### B) *Votes communistes et socialistes.*

Nous étudierons parallèlement l'électorat communiste et l'électorat socialiste à l'intérieur du Front Populaire. Le tableau ci-après, correspondant aux onze premières questions abordées par l'enquête, appelle quelques précisions et commentaires :

---

48. Allusion probable à la présentation d'une liste S.F.I.O. contre Flaissières aux élections municipales de mai 1929, et, quelques mois plus tard, en octobre, lors des élections sénatoriales, à une manœuvre politique à laquelle participèrent les socialistes, qui entraîna la non-réélection de Flaissières au Luxembourg.

49. A quelques exceptions près, en dehors de Flaissières : Léon Blum, « un des rares grands hommes de son temps », et Maginot, « qui n'a pu que partiellement concrétiser ses idées ».

	1 PROFESSION EN 1936	2 RÉSIDENCE	3 Age	4 LIEU DE NAISSANCE	5 NIVEAU D'ÉTUDES	6 SYNDICAT	7 SITUATION DE FAMILLE	8 PROPRIÉ- TAIRE	9 DOMES- TIQUES	10 Auto	11 POSTE DE T.S.F.
Elect. comm.	Mouleur	Cabucelle	34 ans	Vendée	1	+	m E	—	—	—	—
	Mouleur	Estaque	26 »	Italie	1	+	m E	—	—	—	—
	Charpentier de marine	Saint-André	39 »	13	1	+	m E	—	—	—	+
	Machiniste sur bois	Endoume	26 »	M	1	+	m	—	—	—	+
	Ouvrier P.L.M.	?	34 »	13	2	+	m E	+	—	—	+
	Agent P.T.T.	Belle-de-Mai	32 »	13	1	+	m E	—	—	—	+
	Manœuvre	boul. Oddo	21 »	M	T	+	c	—	—	—	—
	Navigateur	Saint-Pierre	23 »	M	1	+	c	—	—	—	—
	Chef d'atelier	?	39 »	Meuse	T et S	+	m	—	—	—	+
	Directeur Assistance publique	avenue Foch	35 »	Corse	1	—	m E	+	—	—	+
Elect. social.	Maçon	rue la Villette	31 »	M	1	+	m E	—	—	—	—
	Manutentionnaire	Prado	28 »	Aude	1	+	m E	—	—	—	—
	Ouvrier d'Etat	rue Arago	33 »	M	T	+	m E	—	—	—	+
	Ouvrier	1 <sup>er</sup> canton	27 »	M	1	+	c	—	—	—	—
	Agent P.T.T.	Sainte-Marthe	35 »	M	T	+	m E	+	—	—	—
	Employé Docks	?	32 »	M	T	+	m E	—	—	—	+
	Employé bureau	?	30 »	M	?	—	m E	—	—	—	+
	Employé bureau	Aubagne	24 »	Apt	2	—	m E	—	—	—	—
	Commis du Trésor	avenue Foch	45 »	Corse	1	+	m E	+	—	—	—
	Rédacteur principal préfecture	rue Berlioz	25 »	M	S	+	?	—	+	—	+
	Commerçant en gros	Grotte-Rolland	51 »	M	2	+	m E	—	—	+	+
	Courtier en graines oléagineuses	quai de Rive-Neuve	41 »	M	2	+	m	+	+	+	+
	Vote soc ou com.	Ingénieur	rue Fayolle	41 »	13	2 et T	+	m	—	+	—

N.B. — Principales abréviations : M : Marseille ; 13 : reste des Bouches-du-Rhône ; 1 : études primaires ; 2 : secondaires ; T : techniques ; S : supérieures ; m : marié ; m E : marié et père de famille ; c : célibataire ; + : oui ; — : non ; ? : pas de réponse.

Tout d'abord au sujet des professions : l'ouvrier mouleur de l'Estaque était employé aux Travaux publics maritimes, le charpentier de marine à la Société provençale de constructions navales, le manoeuvre demeurant boulevard Oddo travaillait aux Raffineries de sucre de Saint-Louis, l'agent des P.T.T. communiste était un travailleur manuel (installateur). L'autre postier — socialiste — probablement aussi (ancien ajusteur, précise-t-il). Le chef d'atelier était ingénieur des Arts et Métiers (ou Arts et Manufactures ?). Le directeur à l'Assistance publique de Marseille devait diriger un service et non tous les services de l'Assistance. Le manutentionnaire travaillait au marché central du cours Julien et habitait près du parc Borély; l'ouvrier de l'Etat était employé dans des établissements industriels militaires, à titre civil. Un ouvrier socialiste n'a pas nettement indiqué ses fonctions ni son adresse (1<sup>er</sup> canton)<sup>50</sup>. L'employé des Docks dépendait de la Compagnie des Docks et Entrepôts. Le commerçant en gros était également directeur d'un important hebdomadaire marseillais, *Massalia*. L'ingénieur cité à part, enfin, au bas du tableau, sortait des Ponts et Chaussées et était affecté à la direction du port de Marseille. Il appartenait plutôt à la famille socialiste, mais non orthodoxe : il déclare avoir d'abord été membre du P.U.P., parti d'unité prolétarienne de Paul Louis, devenu ensuite le P.S.O.P., avant d'adhérer à la S.F.I.O., mais dans sa tendance pivertiste.

Les professions ouvrières sont évidemment plus nombreuses parmi les électeurs communistes (70 p. 100 au minimum) que chez les électeurs socialistes (41 p. 100 environ), où l'élément « employé » est assez notable (33 p. 100). La corrélation entre lieu de résidence et profession est intéressante pour les ouvriers communistes : quatre d'entre eux habitaient la banlieue Nord au contact de la zone portuaire. Aucun électeur communiste ne résidait dans un quartier du centre. Les nouveaux quartiers de l'avenue du Maréchal-Foch, en 1935-1936, étaient à la limite des terrains vagues du Jarret. Les appartements neufs construits à l'époque, selon la formule de la copropriété, pouvaient être accessibles aux fonctionnaires, moyens ou petits, comme c'est le cas pour un directeur à l'Assistance ou un commis du Trésor, mais 21 p. 100 seulement des « électeurs Front

---

50. Quartiers de l'Hôtel de Ville.

Populaire » étaient propriétaires. Un seul, le courtier, réunit toutes les conditions d'appartenance à la bourgeoisie et se déclare d'ailleurs « bourgeois de naissance et par ses coutumes » en réponse à la question n° 99<sup>51</sup>. Encore précise-t-il qu'il n'a acheté sa voiture qu'en 1938. Les trois références à la domesticité ne doivent pas non plus faire illusion : il s'agit, dans chaque cas, d'une seule bonne ou d'une femme de ménage.

Quels sont les autres éléments d'information et de comparaison ? La moyenne d'âge des électeurs communistes est plus jeune : 31 ans au lieu de 33 et demi pour les socialistes. A deux exceptions près, tous les électeurs recensés ici sont d'origine méditerranéenne, et plus de la moitié sont marseillais ; 65 p. 100 étaient pères de famille.

Les renseignements concernant le syndicalisme sont à la fois précis et incomplets. On ne sait pas, par exemple, si tel syndicat du bois ou des métaux était rattaché ou non à la C.G.T. ou à la C.G.T.U., et si la référence à l'une de ces deux centrales s'entend avant ou après leur unification. La C.G.T.U. n'est mentionnée que deux fois, par les deux mouleurs qui ont voté communiste. Le second, d'origine italienne, précise que presque tous les ouvriers fondeurs de l'Estaque<sup>52</sup> étaient affiliés à la C.G.T.U., mais que les ouvriers des tuileries de Saint-Henri « étaient fortement influencés par la politique anarcho-syndicaliste » et votaient en grande majorité socialiste. La C.G.T. est citée quatre fois par des électeurs communistes (ouvrier P.L.M., agent P.T.T., marin, chef d'atelier), et autant par les électeurs socialistes (maçon, ouvrier, employé des Docks, commis du Trésor). Le manutentionnaire était secrétaire adjoint du Syndicat des manutentionnaires, commis et employés du Marché central ; l'ouvrier de l'Etat appartenait au Syndicat des confédérés de l'Etat, « à tendance socialiste et aujourd'hui disparu », ajoute-t-il. Signalons encore la Fédération syndicaliste des P.T.T., le Syndicat des employés de préfecture et des services du département, celui des ingénieurs T.P.E. (Fédération des fonctionnaires) et

51. Ce courtier habitait quai de Rive-Neuve, dans la circonscription d'Henri Tasso dont l'activité à la commission de la Marine marchande, depuis plusieurs années, lui avait valu l'approbation et l'estime des milieux commerçants marseillais.

52. Les autres métallos, les dockers et les ouvriers du bâtiment étaient nombreux, également, aux réunions de la C.G.T.U. et du P.C.

celui des courtiers en graines oléagineuses. Enfin, le directeur de *Massalia* rappelle qu'il fut le fondateur, en 1930, de la section locale de la Fédération nationale de la presse périodique française.

Les campagnes électorales ont fait l'objet d'une participation plus active de la part des communistes qui comptent 3 militants (les deux mouleurs et le charpentier de marine) et 4 sympathisants (chef d'atelier, machiniste, navigateur, cheminot), sur 10, contre 1 seul militant (le commis du Trésor) et 6 sympathisants sur 12 électeurs socialistes. Ceux-ci n'accordent que 5 mentions à la fréquentation assidue des réunions publiques (3 rarement et 4 pas du tout) contre 8 chez les électeurs communistes. Ces derniers accordent aux réunions une influence prépondérante (8 oui, 1 non) alors que les socialistes sont partagés (7 oui, 4 non). L'un d'eux (ouvrier de l'Etat) précise qu'elles étaient importantes, surtout pour les communistes<sup>53</sup>. Il est vrai qu'ils les organisaient méthodiquement comme l'explique longuement le mouleur de l'Estaque, syndiqué à la C.G.T.U. dès l'âge de 14 ans<sup>54</sup>, membre des jeunesses communistes à 18 ans (cercle prolétarien de l'Estaque), membre du Parti après le service militaire en 1933, à 23 ans, toujours sur la brèche dans l'action sociale ou politique : réunions d'usine, réunions pour convaincre les socialistes réfractaires du bassin de Séon-Saint-Henri; réunions communes avec la S.F.I.O., dans l'unité retrouvée, en 35-36.

Pour en terminer avec le problème des réunions publiques, le grand meeting contradictoire de la place Marceau qui opposa Billoux à Sabiani est évoqué quatre fois par les communistes — avec, à deux reprises, l'étiquette « défaite du gangstérisme<sup>55</sup> » — et deux fois par les électeurs socialistes (ouvriers tous deux, du reste, également). Le dégonflement du sabianisme fut un événement vraiment important, on le constate quantitativement<sup>56</sup>, pour la gauche, en 1936, à Marseille.

---

53. Il préférerait — quant à lui — « les colloques syndicaux plus sérieux ». De même, l'ingénieur établit une distinction entre les grands meetings et les réunions de « brailards dans les bars »... « Ce n'est jamais ni brillant ni reconfortant à Marseille. » Le militant socialiste, enfin (commis du Trésor), se souvient des grands meetings, au Racati, avec Thorez, Péri, Nédélec, ou ailleurs, avec Blum, Cachin, Jouhaux, Bracke...

54. « Il me semble, écrit-il, que je suis devenu subitement un homme. »

55. Réminiscence des slogans de l'époque : « Contre le gangstérisme, pour Marseille propre ».

56. Huit citations en tout, avec celles des enseignants.



Parmi les autres moyens de propagande, les affiches et les journaux occupent une place presque aussi importante (7 mentions) pour les électeurs communistes que les réunions, alors que les socialistes donnent la priorité à la presse <sup>57</sup>.

	24 <i>Petit Marseil- lais</i>	25 <i>Petit Provençal</i>	26 <i>Marseille- Matin</i>	27 <i>Soleil</i>	28 <i>Radical</i>	29 <i>Marseille- Soir</i>	30 <i>Rouge- Midi</i>
Elect. com .	2	7	1		1		5
Elect. soc. . .	4	9	1	1	5	2	2
Total .	6	16	2	1	6	2	7

Moins de titres et moins de journaux, en proportion, chez les électeurs communistes parmi lesquels les trois militants et deux sympathisants achetaient *Rouge-Midi*. Pour l'ensemble de la gauche, *le Petit Provençal* et *le Radical* dominent normalement dans leur catégorie respective de quotidiens du matin et du soir, *le Radical* grâce aux socialistes, surtout.

Deux périodiques régionaux sont cités, *Massalia* (2 fois) et *la Corse socialiste* (1 fois). Quant aux journaux parisiens, les électeurs communistes placent évidemment au premier rang *l'Humanité* (5 fois) devant *l'Avant-Garde*, *la Vie ouvrière* (organe de la C.G.T.) qui ne recueillent qu'une citation chacune de même que *l'Ami du Peuple*, de Coty, lu par le manœuvre des usines Saint-Louis.

Beaucoup plus de titres, à nouveau, chez les électeurs socialistes : *le Populaire* et *Vendredi* (4 mentions), *l'Humanité* (3), *Marianne*, *la Lumière*, *le Canard enchaîné*, *Candide*, *Gringoire*, *les Nouvelles littéraires*, *le Figaro*, *Paris-Soir*, *Match* (1 fois), ainsi que des journaux ou revues de moindre tirage comme *le Barrage* (Ligue internationale des combattants de la paix), *Vigilance* (Comité

---

57. Qui obtient 8 approbations contre 4 oppositions. Les affiches : 4 oui et 6 non ; la radio : 2 oui chez les communistes, 4 oui chez les socialistes.

de vigilance des intellectuels antifascistes), les *Cahiers* (Ligue des Droits de l'Homme), *Nouvel-Age* (journal de Georges Valois)<sup>58</sup> et la *Grande relève des hommes par la machine* (de Jacques Duboin).

Bien entendu, comme nous l'avons déjà souligné pour les catégories précédentes, les associations sont nombreuses, la plus complète des revues de presse étant, pour des raisons professionnelles, l'apanage du directeur de *Massalia*. Hormis ce cas particulier, la combinaison la plus fréquente était *Petit Provençal - Rouge-Midi - Humanité* chez les communistes (4 mentions); *Petit Provençal - Radical* ou *Petit Provençal - Populaire*, ainsi que *Petit Provençal - Humanité* (3 mentions) du côté socialiste. Mais rien n'empêchait un chef d'atelier qui ne lisait que le *Petit Marseillais* et *Marseille-Matin* de voter communiste, ni un employé des Docks votant socialiste de ne s'informer qu'à travers le *Petit Marseillais*, *Match* et le *Figaro*.

Les souvenirs de la campagne électorale<sup>59</sup>, déjà évoqués plus haut à propos des grands meetings, sont avant tout, pour les communistes, la joie devant leurs premières victoires électorales importantes (succès de Jean Cristofol au premier tour et de François Billoux au second), les phénomènes de masse — « l'inoubliable 14 juillet 36 » —, la lutte unitaire menée par le Parti face à « la démagogie du P.S.F.<sup>60</sup> », le discours de Thorez — « la main tendue » — qui marquait « un tournant dans la politique de la gauche française », « l'enthousiasme des classes moyennes » et, constate le chef d'atelier, « l'engouement pour le Parti communiste qui apparaissait alors comme le seul parti à tendance vraiment progressiste<sup>61</sup> ».

58. Sur Georges Valois, qui dirigea le *Nouveau siècle* jusqu'en 1927, qui écrivit, en 1929, « Un nouvel âge de l'humanité », et dont la pensée économique et politique évolua de l'anarchisme au fascisme, puis du fascisme au planisme, avec un fond proudhonien de dirigisme non étatique, voir le récent article d'Yves GUCHET, « Georges Valois ou l'illusion fasciste », dans la *Revue française de science politique* (volume XV, n° 6, décembre 1965) p. 1111 à 1114.

59. « Ils sont consignés abondamment dans la collection de *Massalia*, écrit le directeur de ce journal qui y prit une grande part, ce qui ligua contre moi toutes les forces mauvaises et me coûta une fortune. »

60. Le P.S.F. fut organisé, après la dissolution des ligues prononcée le 30 juin 1936, par le colonel de La Rocque.

61. Cf. le récent article d'Annie KRIEGL, « Les effectifs du parti communiste français sous la Troisième République » dans la *Revue française de science politique* (volume XVI, n° 1, février 1966), p. 5 à 35 : Le parti communiste a recruté environ 200.000 nouveaux adhérents en 1936 et 50.000, encore, en 1937. Le machiniste sur bois, sympathisant et électeur communiste en 1935-1936, nous écrit : « Je tiens à vous dire que j'ai adhéré au P.C.F. en fin d'année 1937 ; donc j'avais bien réfléchi avant d'apporter mon soutien ».

Chez les socialistes, on retrouve la même évocation de défilés joyeux, de mouvements de masses (1<sup>er</sup> mai 1936) associés à l'esprit d'unité et à la peur bourgeoise. Mais l'accent est mis également, par certains, sur le travail discret, préparatoire, efficace des organisations du Front Populaire, des groupements syndicaux, des comités contre la guerre, des « groupes non électoraux où l'on discutait de programmes, d'idées, de tactique, de politique intérieure et extérieure, de guerre et de paix... On essayait d'être des hommes libres, des citoyens, au lieu de se laisser mener... On allait vers une véritable démocratie et les genres de « soviets » ou comités locaux, sections, syndicats, groupes divers représentaient le peuple s'éveillant à cette nécessité et à ce devoir » (ingénieur à la direction du port de Marseille).

Au second tour de scrutin, la discipline de vote a été observée dans tous les cas, sauf un — douteux — où la réponse, mal rédigée, ne permet pas de conclure nettement si un électeur socialiste a préféré voter pour un modéré plutôt que pour un communiste. La fidélité à un parti est plus nettement affirmée chez les électeurs communistes (6 oui, 3 non), que chez les socialistes (5 oui, 6 non). Les premiers répudient toute influence personnelle (7 non) à l'exception des candidats communistes considérés globalement (1 oui), ce qui revient au même. Les seconds font preuve de la même défiance (9 non : on vote pour un idéal, pour un programme, non pour un homme, etc.) à l'exception d'un employé de bureau qui se réclame d'Henri Tasso et de l'ouvrier de l'Etat qui nomme Léon Blum « pour les notions de progrès humains qu'il représentait à l'époque ».

Le tableau suivant permettra enfin de classer les principales motivations de vote :

	51			53			71		
	Raisons politiques et idéologiques			Influence de la politique extérieure			Raisons d'ordre économique et social		
	Oui	Non	?	Oui	Non	?	Oui	Non	?
Elect. com. . .	9	1		5	4	1	8	1	1
Elect. soc. . .	10	1	1	7	3	2	11	0	1

Là encore les facteurs politiques, idéologiques, économiques, sociaux font presque l'unanimité alors que les problèmes de politique étrangère suscitent le plus de divergences.

Les divergences de la gauche, précisément, sont soulignées par les communistes à propos de la guerre civile espagnole. Tous sont unanimes dans l'affirmation du caractère pacifique du Front Populaire, et quand un lien est établi avec la guerre de 1940, c'est pour condamner « la trahison de la bourgeoisie... », l'attitude « d'une partie des classes dirigeantes dont la collaboration avec l'Allemagne est issue de la haine du Front Populaire » (mouleur, agent P.T.T.).

Même réaction chez le manutentionnaire, l'ouvrier de l'Etat et les deux autres ouvriers qui ont voté socialiste : complot, préméditation, rancune des possédants, volonté d'étouffer les aspirations populaires. La fraction non ouvrière de l'électorat socialiste présente, par contre, parfois, des arguments que nous avons déjà rencontrés chez les enseignants : manque d'énergie des gouvernants devant « les fauteurs de guerre fascistes de l'intérieur et de l'extérieur », déplorable non-intervention en Espagne, « ignobles truquages de Laval en diplomatie et lâcheté de Gamelin » (courtier), « incapacité des techniciens militaires, les autres militaristes ne s'occupant pas des moyens militaires pour maintenir la paix » (ingénieur). Ce dernier est le plus explicite et le plus nuancé sur les problèmes internationaux :

« Hitler était un fou, un monstre, mais avait quelques arguments valables à propos de la Sarre et de la Rhénanie... On pouvait s'allier aux communistes et critiquer Staline » ; ainsi, le pacte avec Laval : « A une réunion du comité Amsterdam-Pleyel, j'ai dit à Cristofol qui présidait : si j'étais communiste, je proposerais un blâme au camarade Staline, et Cristofol a répondu : nous recevrons des informations de Moscou et nous en reparlerons. »

Désaccord, à nouveau, au groupe Vigilance de Marseille « où il existait une majorité pacifiste et dont les staliniens se sont retirés <sup>62</sup> ». Reproche, enfin, à Staline de n'avoir pas assez aidé l'Espagne parce qu'il se méfiait des anarchistes espagnols, tandis que, par ailleurs, Blum fut gêné par l'Angleterre hostile à l'intervention. Les conclusions d'ensemble sont évidemment favorables à l'action pacifique du Front Populaire disculpé, par ailleurs, quant aux responsabilités de la défaite de 1940 <sup>63</sup>.

62. Sur la crise interne du C.V.I.A., voir G. LEFRANC, *op. cit.*, p. 179-180.

63. A une légère réserve près, celle du courtier qui mentionne « quelques rares sabotages d'usine ».

Les préoccupations économiques et sociales étaient naturellement plus déterminantes pour une majorité de salariés, comme en témoigne la forte proportion des réponses (8 à 9) aux questions n<sup>os</sup> 77 et 78 chez les électeurs socialistes, et l'insistance particulière apportée par les électeurs communistes à dénoncer les responsabilités du capitalisme (6 réponses), jugées « très lourdes », par ailleurs, par le courtier socialiste. La question relative à l'économie d'abondance est soulignée deux fois par les communistes, neuf fois par les socialistes et rappelle à l'ingénieur pivertiste le nom de Jacques Duboin. Aucune référence à l'antisémitisme chez les communistes et majorité de non (6) au sujet de son influence parmi les électeurs socialistes, dont quatre, cependant, ont consacré quelques lignes à cette question : le commis du Trésor, en particulier, rappelle les manifestations devant le consulat d'Allemagne pour protester contre les persécutions dont les juifs étaient l'objet, et le courtier écrit : « Mon père était dreyfusard » ce qui explique, ajoute-t-il plus loin, que lui, bourgeois, soit un homme de gauche. Voilà donc un exemple précis de motivations psychologiques et idéologiques. Au surplus, le tableau précédent nous montre que l'idéologie et la politique ont recueilli à peu près autant de réponses positives que les facteurs économiques et sociaux, étant bien entendu que cette démarcation imposée par le plan du questionnaire ne saurait sous-estimer les phénomènes inévitables d'interférences et de confluences. Au référendum des grands principes, République et Démocratie arrivent en tête à 100 p. 100 chez les électeurs socialistes et à 90 p. 100 chez les électeurs communistes<sup>64</sup>. Vient ensuite la défense des libertés (83 et 70 p. 100). La crainte du fascisme est un peu plus évoquée chez les communistes (50 p. 100) que chez les socialistes (40 p. 100) parmi lesquels deux correspondants (un maçon et un employé de bureau) ont souligné également la crainte du communisme. Les valeurs présumées de droite : patrie, ordre, pouvoir fort, religion éveillent pourtant des résonances et appellent des précisions sur la signification du patriotisme<sup>65</sup> ou de l'autorité pour la gauche : 40 p. 100 des électeurs communistes et 50 p. 100

64. Une seule rature, par le manœuvre de l'usine Saint-Louis.

65. « Je pense que dès 1938 le Front Populaire portait en gestation la Résistance », écrit le postier communiste. « Si l'on admet que les nationalistes sont par définition bellicistes, le Front Populaire était composé dans sa majorité d'internationalistes et de pacifistes... » — « Il fut une période favorable pour la France que j'aime et non pour sa caricature », commente, de son côté, l'ingénieur « gauche révolutionnaire ».

des électeurs socialistes interrogés ont répondu oui à la défense de la patrie; 50 p. 100 des socialistes et 20 p. 100 seulement des communistes (charpentier et machiniste) à celle de l'ordre. Il était intéressant de mettre en parallèle les questions n<sup>os</sup> 61 et 62, d'une part, et la question n<sup>o</sup> 97, d'autre part, concernant la révolution : tous les communistes sauf un (agent P.T.T.) ont souhaité indistinctement une révolution sociale et internationale, mais un seul, le charpentier de marine, a cru la révolution possible en 1936<sup>66</sup>, ses illusions s'étant dissipées, d'ailleurs, l'année suivante, ajoute-t-il, quand le gouvernement eut opté pour la non-intervention en Espagne.

Du côté socialiste, huit électeurs espéraient en une révolution sociale et six seulement (50 p. 100) en une révolution internationale. Cinq l'ont crue possible (« tout était possible » écrit un ouvrier qui ne réfère pas, pour autant, à Marceau Pivert) : deux ouvriers et trois employés, dont un employé de bureau, qui ne la souhaitait d'ailleurs pas<sup>67</sup>.

Les conclusions apportées par les électeurs communistes sont toutes favorables, à deux réserves près<sup>68</sup>, assez légères, d'ailleurs. Les témoignages de certains ouvriers sur les grèves sont à retenir, tel celui du manœuvre aux Raffineries Saint-Louis :

« J'étais d'abord réticent de par ma formation (J.O.C., Equipes sociales) mais conscient déjà d'une injustice sociale (mon passage en usine aura été une étape importante de ma vie). Les grèves de 1936, les grèves sur le tas, ont eu sur moi une influence certaine : elles m'ont délivré d'un carcan (tout comme 1945 m'a ôté des œillères). *L'Internationale* chantée par deux mille cinq cents poitrines dans la cour de l'usine avait une profonde résonance, elle faisait naître en nous un grand espoir (l'espoir d'une vie meilleure, plus juste) et nous faisait prendre aussi conscience de notre force, de notre puissance dans l'union. C'est par solidarité pour mes camarades de travail, c'est pour plus de justice sociale (nous étions peu considérés avant 1936) que j'ai participé, lutté. Les autres problèmes me dépassaient. »

---

66. Contre cinq réponses négatives et quatre sans opinion.

67. Quatre non et trois avis mitigés sur cette question.

68. Le directeur à l'Assistance sociale s'est déclaré surpris, mais d'ailleurs satisfait, et seul le navigateur met l'accent sur le Front Populaire, « occasion manquée ».

Le navigateur se souvient de l'occupation du paquebot par l'équipage dont il faisait partie pendant les grandes grèves. Le militant d'origine italienne rappelle d'abord comment son père, fondateur lui-même à Portoferraio (île d'Elbe), emprisonné pour faits de grève en 1911, émigra ensuite en France, avec sa femme et ses six enfants — un 1<sup>er</sup> mai — et rejoignit la colonie italienne assez nombreuse de l'Estaque où ses compatriotes lui procurèrent du travail. Lui-même, apprenti mouleur à douze ans, au salaire horaire de 10 sous, est « passionné par les conversations des adultes qui parlent des luttes de 1920 ». Il a fait son éducation syndicale et politique auprès d'eux, « le plus ancien de la boîte », ouvrier mouleur, délégué syndical, puis les militants communistes, Labro <sup>68 bis</sup> et Razzoli, participe à toutes les luttes, depuis les campagnes contre la guerre du Maroc jusqu'aux événements de 1936 : « En mai 1936, grève des ouvriers carriers de La Nerthe, les douries (les durs) ; 8 juin 1936, grève générale avec occupation d'usines : Chagnaud, Rousselot, Coloniale, Pennaroya, Coignet, Tuileries et briqueteries, Kuhlmann. » Dans cette dernière entreprise, la grève reprend et dure onze jours en novembre 1937, « pour protester contre la guerre d'Espagne en refusant de décharger un cargo battant pavillon allemand ». Grève encore, dans toutes les usines de l'Estaque, au moment de Munich, puis en 1939 (45 jours chez Kuhlmann, à nouveau) contre la politique du gouvernement Daladier.

L'agent des P.T.T., enfin, dont la corporation, dit-il, n'a pas participé aux grèves de juin 1936, comprit « qu'elles étaient à la fois une explosion de colère contre les patrons et de joie de la victoire électorale. La masse des travailleurs n'avait pas profité de l'euphorie capitaliste de 1929, mais ils avaient subi les déflationnements dont la dernière, Laval en 1935, était encore toute fraîche. » Le chef d'atelier (dans la métallurgie), enfin, après avoir manifesté sa sympathie envers le mouvement ouvrier, conclut que les événements de politique extérieure n'ont pas laissé au Front Populaire le temps d'agir et qu'il était bien difficile de changer le régime social en voulant demeurer dans le cadre des institutions. Il était le seul à ne pas se considérer comme appartenant à une classe bien déterminée :

---

<sup>68 bis</sup>. Jean Labro, ouvrier tuilier, né à Marseille en 1897, mort en 1955, dirigeant syndicaliste actif depuis 1919, membre du bureau régional du parti communiste depuis 1931, fut candidat aux élections cantonales de 1934 et municipales de 1935 dans ces quartiers nord de l'Estaque et de Saint-Henri. Il en fut le conseiller général après la guerre.

« A cette époque, non. Depuis, étant devenu chef d'industrie, le parti communiste (auquel je n'ai jamais appartenu) a cessé de nous attirer à lui en montrant qu'une attitude de commandement ne permettait pas de sympathiser avec lui. »

Dans l'électorat socialiste, un seul, également, le courtier, récuse la notion de classe. Les autres se disent membres de la classe ouvrière (3), du prolétariat (2), travailleurs manuels ou intellectuels (2), salariés exploités par l'Etat « l'un des plus mauvais patrons en régime capitaliste » (ingénieur), travailleur de la classe moyenne (directeur de journal), petite bourgeoisie (employé de bureau), ou encore « celle des citoyens qui vivent, progressent et arrivent par leur travail et leurs mérites, sans le secours de leur naissance ou de leurs capitaux » (rédacteur à la préfecture).

La majorité des réponses (8 à 11 sur 12, selon les cas) traduit une approbation du Front Populaire<sup>69</sup>. Rares sont les restrictions ou les réserves : l'agent des P.T.T. a redouté des troubles « tout en souhaitant un changement social » et regretté « qu'il ait fallu presque une révolution pour faire adopter une mesure aussi juste que celle instituant les congés payés, par exemple ». L'employé de bureau « petit bourgeois » a été « stupéfait » de l'avance communiste et partage, avec cinq autres correspondants, l'impression que le Front Populaire a été une occasion manquée. On retrouve également ce qui a été déjà exprimé chez les enseignants, à savoir que les grèves ont pu gêner l'action de Léon Blum<sup>70</sup>. On déplore que ce dernier n'ait pas ajouté à « ses grandes qualités celles d'un homme d'action » (ingénieur). Certains font une rétrospective historique à partir des troubles de 1919 (ouvrier de l'Etat) ou concluent au caractère irréversible des conquêtes sociales du Front Populaire, depuis l'augmentation immédiate des salaires en 1936<sup>71</sup> et la politique des loisirs jusqu'aux réformes ultérieures de la Libération. La tendance à considérer le Front Populaire comme une étape, un progrès (respectivement 7 et 10 mentions), un processus d'évolution, est donc finalement celle qui suscite le plus de commentaires.

---

69. Satisfaction : 8 ; espoir d'un changement profond : 11, etc.

70. Mais aussi qu'elles étaient nécessaires « parce qu'on n'obtient rien du patronat que par la force » (courtier).

71. « Insuffisamment payé, aux appointements mensuels de 850 F, y compris 70 F d'allocations familiales, mon salaire est passé à 1.536 F par mois avec l'avènement du Front Populaire », écrit l'employé de la Compagnie des Docks, père d'un enfant, membre de la C.G.T. et électeur socialiste.



Quelques réponses, enfin, s'achèvent sur des impressions de nostalgie associées à des considérations sur le régime actuel dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles manquent de bienveillance...

### C) VOTES MODÉRÉS.

Les conclusions des électeurs modérés, qu'on rapprochera, dans bien des cas, de celles des membres du clergé, ne sont pas, quant à elles, tellement malveillantes à l'égard du Front Populaire : un seul souligne son échec total et son caractère néfaste. Tous les autres y voient une étape (6 mentions), un succès partiel (1) « un progrès sur certains points, une déception sur d'autres ».

Mais voyons, d'abord, la fiche signalétique de cette minorité :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
PROFESSION	RÉSIDENTENCE	AGE	LIEU DE NAISSANCE	NIVEAU D'ÉTUDES	SYNDICAT	SITUATION DE FAMILLE	PROPRIÉTAIRE	DOMESTIQUES	AUTOMOBILE	POSTE T.S.F.
Monteur en chauffage central	Menpenti	26	Vosges	2 + T	—	m E	—	—	—	+
Employé de commerce	?	36	M	2	+	m E	+	—	—	—
Employé P.L.M.	boulevard Rampal	27	M	1 + T	+	m E	—	—	—	—
Avocat	rue Ed.-Rostand	31	Var	S	—	c	—	—	—	—
Ch.-dentiste	boulevard Chave	28	M	S	+	m	—	—	+	+
Adm. de Société	?	37	M	T	+	m E	+	+	+	+
Boucher	pl. Saint-Michel	29	M	2	—	c	+	—	—	+
Sans profession	?	21	13	2	?	c	+	—	—	—

Artisans, petits commerçants et employés sont, au premier abord, aussi nombreux que les membres des professions véritablement bourgeoises. « Artisan, indépendant modéré » répond le boucher, détaillant (précise-t-il), de la Plaine-Saint-Michel à la question n° 99. Peut-on le placer sur le même plan que l'administrateur délégué de société, président du Syndicat des chevillards des abattoirs de Marseille, qui déclare appartenir à « la classe bourgeoise en opposition au prolétariat » et qui réunit seul toutes les conditions de fortune qui s'attachent à la bourgeoisie ? Ils ont, certes, en commun des intérêts corporatifs et ont voté à droite, mais nous

nous garderons bien de généraliser, à partir de ce cas, sur la solidarité entre la bourgeoisie et la classe moyenne : à cette dernière se rattache le jeune propriétaire sans profession et le chirurgien-dentiste (« français moyen », écrit-il) dont la réponse est la seule vraiment hostile au Front Populaire. L'avocat refuse la notion de classe, tandis que le monteur en chauffage central, ouvrier qualifié, sans doute, plus qu'artisan, et résidant dans un quartier ouvrier (Menpenti) se considère membre de la classe ouvrière ainsi que les deux employés, tous deux syndiqués à la C.F.T.C., le second précisant, d'ailleurs, plus loin, qu'il était aide-ouvrier (échelle 3) au P.L.M. L'employé de commerce était, en outre, militant du Parti démocrate populaire et a souligné le nom de M. Bastianelli, candidat de cette tendance aux élections municipales de 1935. Le monteur en chauffage central était également militant et a subi l'influence d'Henry Bergasse en tant que personnalité locale (réponse à la question n° 49). Tous les autres sont simples curieux ou indifférents à la politique (cinq réponses « pas du tout » et une « rarement » à propos de l'assistance aux réunions publiques dont l'importance est pourtant reconnue par 5 oui contre 3 non).

C'est l'influence de la presse, cependant, qui a été jugée prépondérante<sup>72</sup>, encore que les titres de journaux cités aient été assez peu nombreux (7). *Le Petit Marseillais* était le quotidien le plus suivi (7 réponses sur 8) associé trois fois au *Radical* et une fois à *Marseille-Soir*. *Marseille-Matin* n'est cité qu'une fois et *le Petit Provençal* pas du tout. *L'Eveil Provençal*, *Paris-Soir*, *le Petit Parisien* et *Candide* (chacun une mention) complètent cette liste.

L'impression d'un manque d'intérêt relatif à la politique est confirmée par la maigreur des commentaires se rapportant aux souvenirs de la campagne électorale. Seul le monteur en chauffage central « a soutenu des joutes oratoires avec des candidats d'autres opinions politiques ». Pour le reste, « coups de force, bagarres autour de la mairie »... « agitation passionnée »... « ce n'était que du bluff » (chirurgien-dentiste) sont les rares allusions recensées.

---

72. Sept mentions contre cinq aux affiches et quatre à la radio.

De même, dans leur majorité, les électeurs modérés ne paraissent pas avoir appartenu à des partis, puisque trois d'entre eux seulement, les deux syndicalistes C.F.T.C. et le boucher-détaillant, s'en sont réclamés<sup>73</sup>. En revanche, jamais l'influence personnelle d'un homme politique n'a été si fortement évoquée (6 fois sur 8) : outre Henry Bergasse, déjà nommé, ainsi que Ponsard, « homme de bien » écrit l'avocat, on trouve Joseph Vidal et Eugène Pierre, ce dernier deux fois cité, encore, par l'administrateur de société et le chirurgien-dentiste. Tous deux représentaient en quelque sorte la droite classique, libérale plus qu'autoritaire. Tous deux avaient commencé leur carrière politique une trentaine d'années plus tôt à Marseille, et cette longévité était aussi un facteur d'influence. Tous deux disparurent presque en même temps de la scène politique, Joseph Vidal, député sortant, décédé le 4 avril 1936, trois semaines seulement avant les élections qui virent la défaite d'Eugène Pierre<sup>74</sup>. Leurs successeurs, Daher et Ponsard, nouveaux venus, représentants d'une droite elle-même divisée et bouleversée par la conjoncture des années 1934-1936, ne jouèrent, en comparaison, qu'un rôle éphémère.

Les motivations d'ordre idéologique et politique font l'unanimité des réponses, devant celles d'ordre économique et social (5 oui, 3 non) et, plus nettement encore que dans les autres tendances ou catégories étudiées, celles qui se rapportent à la politique extérieure (2 oui, 3 non, 3 sans opinion). Les rubriques Défense de la patrie, de l'ordre, de la religion, des libertés sont le plus souvent soulignées sans commentaires. Les responsabilités du Front Populaire ? « Un danger pour la paix » dans six cas sur huit, seul l'ouvrier monteur se prononçant en sens inverse. Circonstances atténuantes, par contre, chez certains, à propos du lien avec la défaite (4 sur 8 seulement). On admet des responsabilités partagées, un « abaissement du pays », ou le manque d'un programme social positif que la droite aurait pu ou dû opposer au Front Populaire. Mais en matière sociale et économique, seuls l'ouvrier P.L.M., le

---

73. Le monteur en chauffage central, militant de droite, déclare cependant n'avoir suivi les directives d'aucun parti et il est le seul à ne pas avoir appliqué les signes de désistement « parce que les candidats n'avaient pas de conscience professionnelle et que je les considérais comme des arrivistes ».

74. Ce dernier mourut le 9 décembre 1937. E. Pierre et J. Vidal, nés à Marseille, le premier en 1864, le second en 1866, avaient été élus pour la première fois en 1902, sur la liste Chanot, au Conseil municipal.

boucher et le chirurgien-dentiste soulignent les défauts de la politique des gouvernements qui ont précédé le Front Populaire et la gravité de la crise économique. Aucune allusion au problème de l'antisémitisme, enfin, n'a été recensée.

Le mécontentement est exprimé cinq fois <sup>75</sup>, accompagné deux fois de crainte, et la Révolution a paru possible — « mais elle aurait été sanglante » — au monteur en chauffage central. Ce dernier, « déçu malgré tout » par les progrès de la gauche, a compris « l'explosion de joie des salariés », mais a condamné les politiciens démagogues. « Quoique syndicaliste, écrit le militant C.F.T.C., je n'ai pas approuvé les grèves »... « conséquences normales des élections » précise le chirurgien-dentiste, qui ajoute : « Je n'ai pas cru à la Révolution... » Le boucher non plus, qui n'était pas d'accord avec les grèves « par l'agitation politique ». Position « d'attente » chez l'administrateur de société « pour savoir si le Front Populaire pourrait s'arrêter à temps », car la gauche a été aussi surprise que lui-même le fut « devant des résultats qu'elle n'attendait pas ». Le cheminot syndicaliste chrétien admet, de son côté, que « le peuple français comprenait que la gauche, par sa majorité, lui donnerait plus de satisfaction que la droite minoritaire ». L'autre militant démocrate-chrétien n'a été « qu'à demi étonné, car la droite française aurait dû, avant 1936, pratiquer des réformes sociales ». Enfin, l'avocat s'est « réjoui du progrès social qui aurait dû aboutir sans la nécessité du Front Populaire ». Si l'agitation sociale de 1936 lui a été « pénible », il a constaté également « la faiblesse et une certaine lâcheté du patronat qui n'a su abandonner ses privilèges. On ne se pencha sur la question sociale que sous la menace et la pression de l'agitation. Les revendications étaient justifiées ».



On aurait pu brasser différemment les cartes, en l'occurrence nos 38 réponses. Ainsi, nous aurions appris que sur 13 ouvriers (nous écartons ici les navigateurs) 8 avaient voté communiste, 4 socialiste, 1 à droite, soit une proportion, respectivement, de 61,5, 31 et 7,5 p. 100. Mais peut-on en tirer des conclusions générales,

---

<sup>75</sup>. Mécontentement seulement sur le plan local, pour le cheminot, et sur le plan national pour le boucher-détaillant.

sinon la confirmation que l'électorat communiste qui, dans la ville de Marseille, passe de 10.350 voix en 1932 à 17.000 en 1935, et à 36.000 environ en 1936, a inauguré à cette date une implantation dans la classe ouvrière qui a pu être déterminée, vingt ans plus tard, à un niveau encore plus élevé tandis que s'accroissait, au contraire, le déclin de l'influence socialiste <sup>76</sup> ?

Celle-ci était-elle prépondérante en 1936 dans les classes moyennes ? Sur les huit réponses émanant d'employés et de petits fonctionnaires, quatre, soit 50 p. 100, sont favorables à la S.F.I.O., deux aux modérés, une — douteuse — aux communistes, une exprime un vote blanc.

Enfin, sur 13 réponses « bourgeoises » mis à part une abstention et un refus de répondre, 5 s'orientent à droite et 6 en faveur du Front Populaire (3 S.F.I.O., 2 P.C., 1 sans précision entre ces deux partis).

Cette dernière évaluation ne nous semble pas devoir correspondre à la réalité. Si l'on se réfère au premier tour de scrutin de 1936, on obtient les résultats suivants pour la commune de Marseille :

Abstentions	.....	17,67	p. 100
Blancs et nuls	.....	3,48	»
Communistes	.....	22,90	»
Socialistes	.....	28,79	» <sup>77</sup>
Radicaux	.....	0,52	»
Droite	.....	26,64	»

Ainsi, le Front Populaire représente à Marseille, en gros, de 49 à 53 p. 100, selon que l'on tient compte ou non du cas Fernand Bouisson, soit environ la moitié du corps électoral.

Or, la bonification en faveur du Front Populaire serait trop forte si nous traduisions en pourcentages les votes exprimés par nos 38 correspondants :

76. D'après les calculs effectués par Marcel Roncayolo sur les bases des résultats des élections de 1956, 65 à 70 % des ouvriers marseillais auraient voté communiste et 15 à 20 % socialiste. Cf. A. OLIVESI et M. RONCAYOLO : *Géographie électorale des Bouches-du-Rhône sous la IV<sup>e</sup> République*, p. 245 à 254.

77. Y compris les suffrages obtenus par Fernand Bouisson, cas particulier pour la gauche, comme celui de Sabiani, d'ailleurs, pour la droite.

Abstentions, blancs, nuls, non-réponses	18,4	p. 100
Communistes .....	26,3	>
Socialistes .....	34,2	>
Droite .....	21,1	>

La majorité Front Populaire dépasserait donc, ici, 60 p. 100, et le déséquilibre serait évidemment encore accru si l'on prenait en considération les suffrages des membres du clergé et de l'enseignement, ces derniers étant beaucoup plus nombreux. Il va sans dire que seule une étude des structures sociales plus approfondie à partir des listes électorales permettra d'établir une corrélation plus acceptable <sup>78</sup>.

Si les données quantitatives restent encore, dans de tels cas, incertaines, les impressions laissées à l'enquêteur par la lecture de plus d'une centaine de témoignages sont d'abord celles d'un microcosme, d'un échantillonnage de tendances variées où, à côté des majorités attendues, les minorités — extrême droite, démocrates populaires, trotskystes, gauche révolutionnaire — trouvent leur place et ne sont pas les moins disertes lorsqu'il s'agit de commenter les questions proposées. Une autre constatation est la primauté accordée, dans la plupart des catégories ou opinions étudiées, au politique et à l'idéologique, négativement même, si l'on condamne les politiciens au nom de principes supérieurs, positivement, à gauche surtout, où l'engagement, le goût pour la politique se sont nettement manifestés. Plus même que les motivations d'ordre économique et social, dont les incidences politiques surtout sont évoquées, ou que l'influence assez lointaine, malgré tout, de la conjoncture internationale, ce sont les échos — pas toujours atténués — des prises de position politiques de l'époque, des attitudes globales dictées par la raison ou le sentiment qui nous parviennent, et les références spontanées à l'actualité nous incitent à conclure que la période du Front Populaire demeure, quant à l'étude des comportements, un domaine privilégié à la fois pour l'Histoire et la Science politique.

Antoine OLIVESI.

---

78. Un sondage au 1/10 à partir des listes de 1935 est en cours de dépouillement. Il sera sans doute nécessaire, selon qu'on aborde le niveau de la circonscription, du canton ou du quartier, de le préciser davantage en fonction de la comparaison recherchée.